Groupe Orange

La Lettre CGT du Conseil d'Administration

N° 162 Janvier 2014

Le 6 février se faire entendre pour l'emploi, les salaires la protection sociale le service public, la CGT dépose un préavis de grève national et appelle à participer massivement aux manifestations

La réalité c'est le chômage qui augmente, le pouvoir d'achat qui baisse et le pays qui s'enfonce dans la crise.

Et que propose le gouvernement?
Comme seules perspectives c'est toujours plus d'austérité (50 milliards de moins pour les services publics) et le transfert vers les ménages et les salariés des cotisations payées par les entreprises:
En écho au patronat, le Président vient encore de décréter que pour plus d'embauches, il faut à la fois réduire les charges des entreprises et leurs contraintes. Il engage donc une nouvelle étape de cadeaux au patronat. Il annonce 30 milliards d'exonération de cotisations sur la branche famille, et cela après les 20 milliards de crédit d'impôt (CICE) du début de l'année.

Et pour quel résultat?
La réduction des charges pour améliorer les marges des entreprises, nous mène droit dans le mur. En effet, depuis 30 ans l'augmentation des marges des entreprises a servi essentiellement à nourrir la rémunération des actionnaires au détriment de l'investissement et de la rémunération du travail. En 30 ans le nombre de jours travaillés par salarié pour rémunérer les actionnaires est passé de 11 jours à 45 jours.

La preuve par Orange qui continue à reverser des dividendes exorbitants, supérieur au bénéfice en faisant du personnel la variable d'ajustement (non remplacement des départs, augmentation des charges, polyvalence etc.)

Ce n'est pas les salariés qui coûtent cher c'est le capital !
En ouvrant le débat sur le «coût du capital» pour répartir autrement la richesse produite, la CGT veut rétablir la vérité: diviser par deux les dividendes des actionnaires libéreraient 120 milliards d'euros pour les investissements productifs, permettraient de revaloriser le Smic et le point d'indice dans la fonction publique. Cela créerait de l'emploi et garantirait le financement de la Sécurité sociale**.**

A Orange la CGT demande :
1) à l'Etat qu'il renonce à ces dividendes ce qui permettrait de financer 15000 créations d'emplois,
2) à la direction d'Orange qu'elle consacre 10cts d'€ de dividende par action à la revalorisation des salaires ce qui permettrait d'augmenter les salaires de 10% et le reste à l'accélération de la fibre optique jusque chez l'abonné sur tout le territoire

La campagne sur le «coût du travail» orchestrée par le Medef ne vise qu'à culpabiliser les salariés et à permettre à une minorité d'accaparer les richesses produites par notre travail.

Pour changer de logique de développement, pour changer la donne, nous le savons, le monde du travail doit se rassembler, s'unir et agir le 6 février.

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 01 48 18 54 00 - Fax : 01 48 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D
http://www.cgt-fapt.fr/- e-mail : fede@cgt-fapt.fr

Dirk, la tempête qui révèle l'ampleur des dégâts du réseau

Face aux tempêtes et inondations qui ont frappé l'ouest de la France et notamment la Bretagne et l'ile de la Réunion, une nouvelle fois, la forte solidarité des salariés d'Orange-FT a pu se vérifier. Particulièrement celle des collègues des lignes envers des populations sinistrées et confrontées à un réseau dévasté. Cette solidarité est liée aux valeurs de Service Public fortement encrée parmi les personnels et pourtant tellement décriées par les gouvernements successifs et le patronat promoteurs d'une concurrence exacerbée.
La direction n'hésite pas à y faire appel **jusqu'à épuisement de ses salariés** pour masquer ses responsabilités concernant le manque d'emploi et d'entretien du réseau.
A chaque orage en été, neige en hiver, coups de vent, de plus en plus fréquents, ou tout simplement dans le cadre des activités courantes, la direction fait appel à volontaires. Ce type de mesures n'est pas sans conséquences pour les agents se voyant obligés de travailler jusqu'à 48 H par semaines .
En effet depuis des années, des arbitrages à la baisse sont réalisés sur les budgets de maintenance préventive concernant l'entretien de notre réseau. C'est le cas par exemple comme nous l'avons dénoncé à plusieurs reprises sur le remplacement de poteaux défectueux ou de travaux d'enfouissement remis au lendemain pour des raisons financières. Pas étonnant donc que lorsque surgit une tempête les dégâts soit de cette ampleur.

La politique de l'emploi est responsable de cette situation.

Rappelons que sur la période 2013-2015, 15000 départs sur Orange sont envisagés, dont plus de la moitié sur le domaine réseau**.**

Demain, si aucune mesure n'est prise avec un objectif ambitieux de création d'emplois, la situation sera encore plus dramatique.

Cette situation affecte toute l'entreprise, les centres d'appel sont eux aussi soumis à de drastiques réductions d'effectifs. Et lors des crises, les clients coupés et ne pouvant joindre des centres d'appels engorgés grossissent les files d'attentes de nos boutiques elles aussi soumises à des plans de fermetures.

La tempête Dirk montre à l'évidence les limites de la politique menée au sein d'Orange, qui rappelons le, à versé 2,4 milliards de dividendes en 2012 et plus de 1,5 milliards en 2013 pour un résultat net d'à peine d'un milliards d'euros.
Nous sommes déjà aujourd'hui au point de rupture pour tenir l'activité alors que l'ampleur des réductions d'effectifs doit s'accélérer en 2014 et 2015.

La CGT demande le remplacement de tous les départs pour simplement pouvoir travailler dans des conditions décentes. Nous militons aussi pour des investissements massifs sur la fibre optique, réseau de demain, neuf et donc en bon état, qui permettra à chaque foyer de bénéficier d'un accès au très haut débit, pour lequel les investissements sont insuffisants face aux demandes de la population.

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 01 48 18 54 00 - Fax : 01 48 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D
http://www.cgt-fapt.fr/- e-mail : fede@cgt-fapt.fr

Emploi, la vérité des chiffres.

Dans la presse Orange met en avant les embauches à venir mais cache les départs non remplacés.
En 2013, Orange aura supprimé 3500 emplois en France.
Et si 4000 embauches sont effectivement prévues entre 2013 et 2015, la direction oublie de mentionner que 15000 départs interviendront dans le même temps, soit un solde négatif de 11000 suppressions d'emploi !

La CGT appelle à recenser dans chaque unité tous les besoins et départs non remplacés et fait signer des pétitions pour que l'entreprise recrute au moins autant de CDI que des départs.

Election de l'administrateur représentant les salariés actionnaires.

Le conseil d'administration du 10 décembre 2013 à lancé les démarches afin de désigner les candidats dans les différents fonds détenant des actions de l'entreprise (Orange actions et Evolutis). Rappelons qu'in fine c'est l'AG des actionnaires du 27 MAI 2014 qui l'élira.
Pour la CGT un salarié ne se coupe pas en morceau dans ses revendications, les élus du personnel représentant les salariés sont tout à fait habilités à défendre l'ensemble des salariés; ceux qui sont actionnaires et ceux qui ne le sont pas! C'est le MEDEF et son association l'AFEP MEDEF, l'AMF (l'agence des marchés financiers) qui aujourd'hui influencent de plus en plus le législateur et la gouvernance dans les conseils d'administration pour donner plus de poids à la finance. Elle y est déjà largement majoritaire (8/15) et n'a pas besoin d'une voix de plus avec un administrateur salarié qui ne défend que le versement de rétribution aléatoires (actions gratuites, participations, abondements…) qui se font le plus souvent au détriment du salaire fixe.

La CGT revendique plus d'élus du personnel (un tiers au moins) et pense qu'il n'y a pas besoin d'un représentant des actionnaires salariés issu des fonds d'épargne (FCPE).
Dans ce contexte depuis l'existence de l'administrateur représentant les salariés actionnaires, la CGT ne présente pas de candidats et propose que ce soit la 4ème organisation syndicale n'ayant pas d'élu au CA qui ait le siège. Elle est par contre opposée à une élection du style « une action = une voix», qui favoriserait les salariés ayant le plus de moyens.

Le plan d'action gratuite tombe à l'eau, la CGT revendique une prime monde de 1000 € par salariés.

Ce dernier prévoyait des actions gratuites pour le personnel mais sous condition de performance liée à l'atteinte de l'objectif de cash-flow opérationnel au 31 décembre 2013 fixé à 27 milliards d'euros pour les années 2011- 2012-2013.

Le 6 mars 2014, à la date de publication des résultats du Groupe, l'abandon du plan d'attribution d'actions gratuites «Partageons» sera constaté.

Que faire de ces 17 millions de titres ?
17 millions de titres de l'entreprise ont été rachetés sur le marché afin de préparer un plan qui ne sera finalement pas déclenché.
La direction a donc prévu la possibilité d'achat d'actions bonifiées avec abondement dans le cadre de l'épargne salariale, ce qui défavorisera les salariés à faible pouvoir d'achat.

La CGT propose d'attribuer son montant au personnel sous forme de prime uniforme payée en une seule fois à l'ensemble des salariés du groupe Monde

Fédération nationale des salariés du secteur des activités postales et de télécommunications CGT
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél. : 01 48 18 54 00 - Fax : 01 48 59 25 22 - C.C.P. Paris 20376 D
http://www.cgt-fapt.fr/- e-mail : fede@cgt-fapt.fr

Non les cabines publiques n'ont pas vocation à être détruites car pas rentables …

L'utilisation des cabines a certes décru très rapidement ces dernières années (le volume annuel des communications, qui représentait 4,3 milliards de minutes en 1998, ne représentait plus en 2012 que 100 millions de minutes, soit, en moyenne, 3 minutes environ de communication par jour et par cabine). Orange chargé de ce service universel en démonte actuellement un grand nombre.

Pour la CGT, elles doivent être modernisées (écran multimédia, accès à des services gratuits, accès à internet, envoi de mail, géo localisation, et autres services locaux tels les horaires des transports collectifs… Ce financement doit être supporté par l'ensemble des opérateurs.

Moody's sanctionne l'intensification de la concurrence, la baisse des prix et la baisse des coûts rapides

De l'aveu même de Moody's qui vient de rabaisser de «A3» à «Baa1» la note d'Orange, l'intensification de la concurrence (qui se poursuit sur la 4G) « se traduira par un nouveau déclin des ventes en 2014 proche des 5% malgré la mise en place de mesures incluant la baisse rapide des coûts, la vente des actifs non stratégiques, une politique de modération de la rémunération des actionnaires » (mais aussi des salaires)

Alors que faire ?

Après avoir tant vanté la concurrence pour démanteler les services publics, les mêmes appellent aujourd'hui de leurs vœux les fusions, acquisitions en Europe pour faire remonter les prix.

Le risque pour la CGT est que ce soit, une nouvelle fois, les salariés et la population qui en fasse les frais.
En Autriche après le passage de quatre à trois opérateurs, suite à l'absorption d'Orange par Hutchison les factures se sont envolées de 11%.
Aux USA la concentration massive d'opérateurs s'est traduite par 500 000 suppressions d'emplois.

Conclusion

Tant que l'objectif sera de faire du fric pour l'actionnaire rien de bon n'en sortira ni pour les salariés ni pour la population.
Aujourd'hui l'urgence est de répondre aux attentes de très haut débit à des tarifs accessibles à tous sur l'ensemble du territoire et d'investir massivement dans la fibre optique, la 4G, l'emploi, les salaires, les conditions de travail, la recherche etc.

Ghislaine COINAUD Administratrice CGT